

2 p. 100 de toutes les infractions pour la même année. Entre 1980 et 1987, le nombre de personnes accusées de délits relatifs aux drogues a diminué de 30 p. 100, passant d'une total de 62 000 à 43 000. Les experts en toxicomanie estiment que la consommation de drogue diminue chez les étudiants du secondaire et dans l'ensemble de la population. Mais à la suite de la chute des prix, particulièrement pour la cocaïne, le seul groupe dont la consommation ait augmenté est celui des défavorisés. Tout cela doit être pris avec un grain de sel parce que les statistiques sur les stupéfiants ne sont jamais fiables, comme l'admettent tous les statisticiens. Cette mentalité de «l'ennemi» permet de justifier des sanctions parfois cruelles, très coûteuses et tout à fait inefficaces pour régler les problèmes sous-jacents. Par exemple:

• (1430)

—Un juge de cour de district a ordonné à ne mère de cinq enfants divorcée de quitter son appartement de quatre chambres dans un complexe de logement social dans un délai d'une semaine parce qu'elle savait que son cousin vendait du crack dans ce complexe.

—Une grand-mère sans emploi risque d'être expulsée de sa maison en rangée du *Metro Toronto Housing Authority* parce que ses fils se livrent depuis 1980 à des transactions illicites liées aux stupéfiants.

Ces deux femmes sont manifestement des victimes de la «guerre contre les stupéfiants» en cours. C'est un traitement affreux, pour ne pas dire abusif. Elles n'ont commis aucun délit et sont néanmoins punies. Ce qui est déconcertant dans ces cas-là, c'est que les autorités policières ont l'appui du public.

D'après les sociologues, cette méthode de lutte contre la drogue basée sur la loi et l'ordre a engendré toute une gamme de programmes de traitement de la toxicomanie. Aucune peine d'emprisonnement, aucune amende ou ordonnance de probation ne va aider qui que ce soit à résoudre un problème de drogue. En fait, les études effectuées montrent que le fait d'être traité comme un criminel aggrave souvent les problèmes du toxicomane.

«Nous voyons apparaître une nouvelle catégorie de jeunes qui se moque des sanctions, ne se préoccupe pas des conséquences, des jeunes qui vivent dans la rue et n'ont peur de rien—essentiellement à cause de la drogue.» (Gordon Hogg, conseiller à un centre de détention pour jeunes en Colombie-Britannique, White Rock, C.B.)

L'idée que la drogue engendre la criminalité n'est pas confirmée par les ouvrages professionnels. Les études montrent qu'une certaine forme de délinquance juvénile précède généralement la consommation de drogue et des études sur des toxicomanes adultes montrent également que le comportement criminel précède la plupart du temps la toxicomanie.

Cependant, selon d'autres chercheurs, chez les jeunes, le comportement criminel ne précède pas nécessairement la toxicomanie: c'est souvent à cause de la pression de ses camarades qu'un jeune essaie la drogue—pour être dans le coup, comme les autres jeunes drogués.

Souvent, les jeunes délinquants ne bénéficient pas des appuis traditionnels à cause de problèmes d'alcoolisme et

de violence dans leur famille ou du manque de cohésion familiale, ou parce qu'ils ont quitté l'école. Mais, demandent les sociologues, comment pouvons-nous ignorer ces facteurs et accuser uniquement la drogue?

Alors, que faisons-nous? Devons-nous écouter les sociologues qui étudient la criminalité ou considérons-nous qu'ils ont tendance à voir tous les criminels comme des victimes, en refusant d'admettre que certains, même des jeunes, ne sont pas des victimes, mais sont assez idiots pour se droguer parce que leurs copains idiots le font? C'est une question que beaucoup poseront, mais qui est sans rapport avec notre problème.

Notre problème, c'est que nous ne pouvons pas éliminer les stupéfiants du marché. Puisqu'il en est ainsi, il faudrait envisager sérieusement une version quelconque des mesures que nous avons recommandées pour remplacer notre guerre actuelle, inefficace, contre la drogue:

(1) Essayer de convaincre les principaux pays bancaires du monde de lancer une véritable guerre contre les seigneurs de la drogue, en mettant leurs fonds à jour et en les confisquant. Mais cela doit se faire sans que l'on s'immisce dans la vie des citoyens honnêtes. Quoi que nous fassions, nous ne pouvons pas permettre aux barons de la drogue d'agir impunément. Nous devons confisquer la plus grande partie possible de leurs richesses illicites. Nous ne pouvons pas les laisser conserver cet argent qui leur permet de livrer une véritable guerre contre le gouvernement de la Colombie, de corrompre le système judiciaire dans de nombreux pays, de transformer des bataillons de jeunes défavorisés en criminels et de livrer des guerres de gangs dans les grandes villes.

(2) Nos gouvernements devraient prendre en charge la vente de la drogue, comme ils le font maintenant pour la vente de l'alcool ou l'autorisation de la vente du tabac. Ce ne serait pas un délit criminel d'acheter de la drogue dans un magasin gouvernemental, mais l'acheteur devrait pouvoir prouver qu'il appartient à l'un des services de santé provinciaux. L'achat de drogue chez des revendeurs non autorisés serait considéré comme du trafic criminel de stupéfiants, et les acheteurs comme les vendeurs seraient passibles de sanctions sévères, dont l'emprisonnement, la confiscation d'automobiles et toute autre mesure qui porte. La vente aux mineurs serait un délit encore plus grave, avec intention de causer des lésions corporelles.

Les centres de vente du gouvernement seraient équipés d'écrans vidéo géants montrant le comportement de toxicomanes en phase terminale et recommandant aux acheteurs de recourir à des services gratuits de conseil et de traitement pour se désintoxiquer. Les acheteurs ne pourraient avoir qu'une quantité de drogue assez limitée et devraient présenter une pièce d'identité s'ils ont l'air trop jeune.

(3) Le gouvernement importerait et transformerait les stupéfiants. Il achèterait de la marijuana cultivée localement. Un producteur vendant de la marijuana à un autre acheteur que le gouvernement commettrait un délit criminel grave. Bien sûr, cela ne répondrait pas à toutes les questions. Le gouvernement vendrait-il du crack, qui tue certaines personnes la première fois qu'elles en prennent? C'est comme demander si le gouvernement vendrait de l'alcool méthylique dans ses magasins régies des alcools. Il